

Texte d'appel pour des mobilisations sur l'ensemble du territoire samedi 14 mars contre le racisme, le fascisme, les violences policières, les crimes d'Etat, pour l'égalité des droits et la solidarité.

Ce texte d'appel est à l'initiative de la Marche des Solidarités et du Réseau d'Entraide Vérité et Justice, il est ouvert aux signatures de toutes formes d'organisations (collectifs, réseaux, associations, syndicats, partis, etc.).

Une liste des premiers signataires sera rendue publique mercredi 18 février, le texte restera ouvert à signatures jusqu'au 14 mars.

NON au RACISME, NON aux FASCISTES, NON aux VIOLENCES D'ÉTAT, SOLIDARITÉ ! SAMEDI 14 MARS - UNITÉ

D'où que l'on vienne, où que l'on soit né.e, nous vivons ici, nous travaillons ici, nous étudions ici. Ensemble. De l'Ariège à Roubaix, de Grenoble à la Bretagne, de Marseille à la région parisienne, de Mamouzou à Ouvéa, ce sont nos quartiers, nos vallées, nos communes.

Nous ne voulons plus laisser ce pouvoir nous réduire à la misère et à la précarité, nous détruire et nous diviser, ouvrir la voie au fascisme.

Nous décidons de nous unir, de résister, de riposter, et de construire la solidarité comme un moyen et comme un objectif.

Chaque fois que l'on s'attaquera à l'un.e d'entre nous, nous nous lèverons ensemble.

Chaque victoire des un.es ou des autres sera une victoire pour toutes et tous.

À la mémoire d'Aboubacar Cissé, malien, sans-papier, musulman, tué dans une mosquée, nous luttons contre l'islamophobie et la négrophobie.

À la mémoire de Djamel Bendjaballah, tué par un militant fasciste, nous nous opposons à la présence des fascistes dans nos quartiers.

À la mémoire d'El-Hacen Diarra, mauritanien, résident d'un foyer de travailleurs immigrés, tué par la police, nous exigeons vérité et justice pour tous les crimes policiers.

À la mémoire de Mamadou Garanké Diallo, guinéen, mort au large de Dunkerque en voulant traverser la Manche pour fuir une OQTF, nous revendiquons la régularisation des sans-papiers et la reconnaissance des mineur-es isolé-es.

À la mémoire de tou.tes nos frères et sœurs tué.e.s, violé.e.s, mutilé.e.s, blessé.e.s, déshumanisé.e.s par le racisme, la police et la gendarmerie, aux frontières, dans les lieux d'enfermement ou dans nos quartiers, faisons vivre partout la solidarité.

Dans chaque quartier, chaque commune, chaque lieu de travail et d'études, nous appelons à s'organiser dans l'unité pour :

- se mobiliser dans chaque quartier et chaque commune pour faire obstacle aux rafles policières,
- barrer la route au RN et à Reconquête et à tous les groupes fascistes
- s'opposer aux contrôles au faciès, aux armes et pratiques mortelles, et à la présomption de légitime défense pour la police,
- obtenir le retrait des lois islamophobes, à commencer par la loi séparatisme,
- exiger la régularisation des sans-papiers, la reconnaissance des mineur-es isolé-es, le renouvellement automatique des titres de séjour,
- ouvrir les guichets des préfectures et faire de la carte de 10 ans le titre de séjour de référence,
- abroger immédiatement la loi Darmanin et les circulaires Retailleau, fermer les Centres de Rétention Administrative (CRA),
- imposer l'égalité des droits pour toutes et tous : logement, santé, retraite, école, travail,
- lutter contre la militarisation de la société et la marche vers la guerre,
- abolir le décret raciste *Bienvenue en France* qui augmente les frais d'inscription des étudiant.e.s étranger.e.s et restaurer les APL pour les étudiant.e.s étranger.e.s
- refuser toutes les formes de racisme et affirmer la solidarité internationale avec tous les peuples qui résistent au racisme, au colonialisme et à l'impérialisme.

Samedi 14 mars, ponctuant une semaine de mobilisations nationales (grève féministe et manifestations du 8 mars, luttés dans l'éducation, Semaine Noire du 8 au 14 mars, campagne contre l'islamophobie du 7 au 15 mars...) et veille du premier tour des élections municipales, nous appelons à manifester massivement sur tout le territoire contre le racisme, le fascisme, les violences policières, les crimes d'Etat, pour l'égalité des droits et la solidarité.